

## OPINION INDIVIDUELLE DE M. RANJEVA

Si la Cour doit être approuvée lorsqu'elle rappelle que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un des principes essentiels du droit international contemporain ayant le caractère d'un droit absolu opposable *erga omnes* et fait droit à l'exception australienne selon laquelle la requête du Portugal obligerait à se prononcer sur les droits et les obligations de l'Indonésie, je regrette néanmoins que la présente affaire n'ait pas conduit la Cour à analyser l'étendue et les limites de la jurisprudence de l'*Or monétaire pris à Rome en 1943*. Il aurait été approprié de dégager la véritable économie générale de l'arrêt de 1954 pour qu'aucun doute ne subsiste sur les questions de compétence à une période où le recours à la juridiction de la Cour reçoit un appui de plus en plus large de la communauté internationale. Cette démarche aurait eu une vertu d'autant plus pédagogique qu'elle pouvait être utilement complétée par une analyse minutieuse de la requête du Portugal, à partir d'un examen de l'objet de la demande de cet Etat. Une telle amélioration n'aurait pas affecté le dispositif de l'arrêt rendu par la Cour en la présente instance.

### I. ANALYSE DE LA JURISPRUDENCE DE L'*OR MONÉTAIRE*

Le caractère consensuel de la juridiction internationale interdit à la Cour de statuer sur les intérêts juridiques d'un Etat qui n'a pas exprimé de manière évidente son consentement à la compétence juridictionnelle. Tel est le principe de base qu'a rappelé l'arrêt de 1954. Dans la présente espèce, était-il nécessaire pour la Cour de statuer, de manière préalable, par application de la jurisprudence de l'*Or monétaire*, sur la licéité de la présence de l'Indonésie sur le Territoire du Timor oriental? Tel est le problème crucial. A cette question l'arrêt répond de manière positive par l'affirmation de pétitions de principe, alors qu'il aurait peut-être été préférable de se demander dans quelle mesure l'analyse de la structure du raisonnement de la Cour tant en 1954 qu'en 1992 dans l'affaire de *Certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie)* permettait de conclure à la validité ou non de la transposition de la jurisprudence de l'*Or monétaire*.

En 1954, la phrase conclusive de l'arrêt doit être rappelée:

«En l'espèce, les intérêts juridiques de l'Albanie seraient non seulement touchés par une décision, mais constitueraient l'objet même de ladite décision. En pareil cas, le Statut ne peut être considéré

## SEPARATE OPINION OF JUDGE RANJEVA

[Translation]

While the Court is to be applauded for recalling that the right of peoples to self-determination is one of the essential principles of customary international law, possessing the characteristic of an absolute right *erga omnes* and for upholding the Australian objection to the effect that Portugal's Application would necessitate a ruling on the rights and obligations of Indonesia, it is nevertheless regrettable that this case should not have led the Court to analyse the extent and limitations of the jurisprudence in *Monetary Gold Removed from Rome in 1943*. It would have been appropriate to highlight the true overall economy of the 1954 Judgment, to ensure that no doubt remained regarding questions of jurisdiction at a time when recourse to the jurisdiction of the Court is receiving growing support from the international community. The virtue of this approach would have been all the more instructive in that it could usefully have been supplemented by meticulous analysis of that State's request on the basis of a consideration of its subject-matter. Such an improvement would not have affected the operative part of the Judgment delivered by the Court in this case.

I. ANALYSIS OF THE CASE LAW IN *MONETARY GOLD*

The consensual nature of international jurisdiction prohibits the Court from adjudicating on the legal interests of a State which has not clearly expressed its consent to jurisdiction. Such was the basic principle evoked by the Judgment of 1954. In the present case, was it necessary for the Court to adjudicate, as a prerequisite, by applying the jurisprudence of *Monetary Gold*, on the lawfulness of Indonesia's presence in the Territory of East Timor? This is the crux of the matter. The Judgment responds positively to this question by means of *petitio principii*, whereas it would perhaps have been preferable to ponder how far the analysis of the structure of the Court's reasoning, both in 1954 and in 1992, in the case concerning *Certain Phosphate Lands in Nauru (Nauru v. Australia)*, justified a conclusion as to whether or not it was valid to transpose the jurisprudence of *Monetary Gold*.

The conclusive passage in the 1954 Judgment deserves to be recalled:

“In the present case, Albania's legal interests would not only be affected by a decision, but would form the very subject-matter of the decision. In such a case, the Statute cannot be regarded, by implica-

comme autorisant implicitement la continuation de la procédure en l'absence de l'Albanie.» (*C.I.J. Recueil 1954*, p. 32.)

Cette conclusion s'explique par l'enchaînement logique des propositions qui structurent les termes du raisonnement de la juridiction. La séquence en est ainsi établie: la réponse à la question de la responsabilité éventuelle de l'Albanie vis-à-vis de l'Italie, proposition déterminante, conditionnait dans un second temps l'éventualité de la réponse à la question de la dévolution définitive de l'or albanais, fond du litige. Autrement dit, la proposition déterminante portait sur une question de droits personnels subjectifs régissant des rapports réciproques entre deux sujets de droit tandis que la question principale portait sur un point de droit réel objectif: la dévolution de l'or. Dans ces conditions, il était impossible à une juridiction de nature consensuelle de statuer sur une question de droits subjectifs sans le consentement de toutes les parties en cause: la décision en la matière aurait défini soit par la voie d'un acte constitutif soit par la voie d'un acte déclaratif la consistance des droits et obligations régissant les rapports entre les parties.

En 1992, dans l'affaire de *Certaines terres à phosphates à Nauru*, on peut se demander, à la lecture de l'alinéa conclusif, si l'on n'est pas en présence d'un revirement de jurisprudence:

«Dans la présente affaire, toute décision de la Cour sur l'existence ou le contenu de la responsabilité que Nauru impute à l'Australie pourrait certes avoir des incidences sur la situation juridique des deux autres Etats concernés, mais la Cour n'aura pas à se prononcer sur cette situation juridique pour prendre sa décision sur les griefs formulés par Nauru contre l'Australie. Par voie de conséquence, la Cour ne peut refuser d'exercer sa juridiction.» (*C.I.J. Recueil 1992*, p. 261-262.)

Le problème de l'arrêt de 1992 porte sur une exception préliminaire relative au *jus standi ut singuli* de l'Australie comme partie défenderesse dans un contentieux de responsabilité, c'est-à-dire dans un cadre de droit subjectif. Malgré les accords de mandat ou de tutelle qui définissaient la situation juridique des relations entre les trois puissances mandataires ou tutélaires, la Cour n'a pas jugé nécessaire de statuer préalablement sur les problèmes juridiques relatifs aux relations entre: le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

L'analyse de ces propositions amène à rappeler les éléments pertinents à la compréhension de la décision par laquelle est accepté l'exercice de sa compétence par la Cour. En premier lieu, l'objet même de l'arrêt porte sur l'obligation pour l'Australie de répondre devant la Cour des violations alléguées de ses obligations de puissance mandataire puis tutélaire; autrement dit, on est confronté à une question qui touche au fond le droit de la procédure mais qui ne met pas en cause le contenu matériel d'un droit subjectif qui porterait sur les relations juridiques entre les trois parties. En second lieu, sur le plan de l'objet même des droits procédu-

tion, as authorizing proceedings to be continued in the absence of Albania.” (*I.C.J. Reports 1954*, p. 32.)

This conclusion is explained by the logical sequence of propositions which form the structure of the Court’s reasoning. The sequence of this reasoning is as follows: the reply to the question of the possible responsibility of Albania vis-à-vis Italy, the determining proposition, subsequently conditioned the possibility of the reply to the question of the definitive attribution of the Albanian gold, the substance of the dispute. In other words, the determining proposition turned upon a question of subjective personal rights governing mutual relations between two legal entities, whereas the principal question turned upon a true objective point of law: the attribution of the gold. This being so, it was impossible for a court of a consensual nature to adjudicate upon a question of subjective rights without the consent of all the parties concerned: the relevant decision, by a constitutive act or by a declarative act, would have determined the substance of the rights and obligations governing the relations between the parties.

On reading the conclusive paragraph of the Judgment of 1992 in the case concerning *Certain Phosphate Lands in Nauru*, one may wonder whether one is not faced with a departure from previous doctrine:

“In the present case, a finding by the Court regarding the existence or the content of the responsibility attributed to Australia by Nauru might well have implications for the legal situation of the two other States concerned, but no finding in respect of that legal situation will be needed as a basis for the Court’s decision on Nauru’s claims against Australia. Accordingly, the Court cannot decline to exercise its jurisdiction.” (*I.C.J. Reports 1992*, pp. 261-262.)

The problem of the 1992 Judgment turns upon a preliminary objection relating to the *jus standi ut singuli* of Australia as Respondent in a dispute about responsibility, in other words in the context of subjective rights. Notwithstanding the mandate or trusteeship agreements, which determined the legal situation of the relations between the three mandatory or trust powers, the Court did not find it necessary, as a prerequisite, to rule on the legal problems relating to relations between the United Kingdom, Australia and New Zealand.

To analyse these propositions, the elements pertinent to an understanding of the decision by which the Court accepts the exercise of its jurisdiction must be called to mind. To begin with, the very subject-matter of the Judgment concerns Australia’s obligation to reply before the Court to the allegations that it has violated its obligations as mandatory then trust Power; in other words, one is faced with a question affecting the basis of the procedural right, but which does not call into question the material content of a subjective right concerning the legal relations between the three parties. Secondly, as regards the actual subject-matter

raux, l'acte de saisine de la Cour a pour effet d'imposer aux différents acteurs impliqués, qu'il s'agisse des parties ou de la Cour, un régime général et impersonnel, c'est-à-dire un régime de droit objectif; en d'autres termes, les liens de droit résultant de la saisine de la Cour ne sont pas de nature contractuelle ou subjective, puisque les modifications proposées par les parties à une affaire ont leur source dans l'article 101 du Règlement.

Aussi est-ce le caractère objectif des rapports de droit qui existent entre les acteurs du procès, rapports nés de l'acte de saisine, qui explique, au stade de la phase préliminaire, le fait que la Cour n'a pas jugé nécessaire de transposer la jurisprudence de l'*Or monétaire* dans la mesure où celle-ci exigeait que fût tranché au préalable un différend mettant en cause un Etat absent.

Dans la présente affaire, la structure de la requête portugaise suppose que les données du litige qui ont donné lieu à un accord de principe de la part des Parties litigantes portent sur une question de droit objectif opposable *erga omnes*: le statut de territoire non autonome reconnu au Timor oriental et le droit du peuple de Timor à l'autodétermination. Aussi, sur le plan logique, se trouve-t-on face à l'hypothèse inverse de celle envisagée dans l'*Or monétaire*. Cette observation amène à se demander s'il était suffisant de se référer purement et simplement au principe énoncé dans ledit arrêt.

Dans l'affaire des *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique)*, d'ailleurs, la Cour n'a-t-elle pas déjà rappelé les limites intrinsèques de la portée de la jurisprudence de l'*Or monétaire* en ces termes:

«Les circonstances de l'affaire de l'*Or monétaire* marquent vraisemblablement la limite du pouvoir de la Cour de refuser d'exercer sa juridiction; aucun des pays mentionnés en la présente espèce ne peut être considéré comme étant dans la même situation que l'Albanie dans cette affaire, au point que sa présence serait véritablement indispensable à la poursuite de la procédure.» (Arrêt du 26 novembre 1984, *C.I.J. Recueil 1984*, p. 431, par. 88.)

Une décision préalable au sens où on l'entend dans l'arrêt rendu en l'affaire de l'*Or monétaire* s'imposerait, me semble-t-il, lorsque cette décision préalable a pour objet des droits subjectifs, c'est-à-dire des droits portant sur la situation juridique d'un Etat qui n'a pas consenti à la compétence ou qui ne comparait pas devant la Cour. Le même principe peut-il être transposé dans des hypothèses où la décision préalable porte sur une question de droit objectif, opposable *erga omnes*. La question ne peut plus être évitée depuis que le *jus cogens* relève de l'ordre du droit positif. La difficulté tient au fait que par nature les règles de droit objectif transcendent l'ordre des règles conventionnelles et que le contentieux de droit objectif met en cause les intérêts juridiques des Etats tiers. La règle de l'*Or monétaire* a-t-elle pour objet de limiter le domaine de la compétence *ratione juris* de la Cour aux seuls contentieux de droits subjectifs?

of the procedural rights, the act of seising the Court has the effect of imposing a general, impersonal system, in other words, a system of objective law, upon the various players involved, be they the parties themselves or the Court; in other words, the legal ties resulting from the seisin of the Court are not contractual or subjective in nature, since the modifications proposed by the parties to a case originate in Article 101 of the Rules.

It is therefore the objective nature of the legal relations which exist between those involved in the proceedings, relations stemming from the act of seisin, which explains, in the preliminary phase, the fact that the Court did not deem it necessary to transpose the jurisprudence of *Monetary Gold*, inasmuch as that jurisprudence required that a dispute implicating a State absent from the proceedings should first be settled.

In the present case, the structure of the Portuguese Application presupposes that the givens of the dispute, which have given rise to an agreement of principle by the two Parties in contention, concern a question of an objective right *erga omnes*, namely, East Timor's acknowledged status as a non-self-governing territory and the right of the people of Timor to self-determination. Hence, in logical terms, one is faced with a hypothesis which is the inverse of that envisaged in *Monetary Gold*. This observation causes one to wonder whether it was adequate purely and simply to refer to the principle set out in that Judgment.

In the case concerning *Military and Paramilitary Activities in and against Nicaragua (Nicaragua v. United States of America)*, moreover, did the Court not recall the intrinsic limits on the scope of the jurisprudence in *Monetary Gold* in the following terms?

“The circumstances of the *Monetary Gold* case probably represent the limit of the power of the Court to refuse to exercise its jurisdiction; and none of the States referred to can be regarded as in the same position as Albania in that case, so as to be truly indispensable to the pursuance of the proceedings.” (Judgment of 26 November 1984, *I.C.J. Reports 1984*, p. 431, para. 88.)

A prior decision, in the meaning in which it is understood in the Judgment delivered in the *Monetary Gold* case would be essential, it seems to me, when the object of that prior decision is subjective rights, in other words, rights relating to the legal situation of a State which has not consented to the jurisdiction or which does not appear before the Court. Can the same principle be transposed in cases where the prior decision concerns a question of objective rights opposable *erga omnes*? This question can no longer be avoided since the *jus cogens* falls within the province of positive law. The difficulty resides in the fact that, by nature, the rules of objective law transcend the order of conventional rules and that disputes involving objective law call into question the legal interests of third States. Is the purpose of the rule of *Monetary Gold* to limit the domain of the Court's jurisdiction *ratione juris* solely to disputes involving objec-

La référence sans explication à la jurisprudence de l'*Or monétaire* laisse ouvertes trop de questions pour qu'elle puisse satisfaire aux exigences d'une bonne administration de la justice, la prévisibilité des décisions judiciaires étant un des éléments de celle-ci; cette observation vaut d'autant plus que les mêmes résultats auraient pu être obtenus et renforcés sur la base de l'analyse même de la requête du Portugal.

## II. OBJET DE LA REQUÊTE DU PORTUGAL

Un examen minutieux de l'objet de la requête du Portugal, à mon avis, n'imposait pas à la Cour de statuer au préalable sur la licéité de l'entrée et du maintien de l'Indonésie sur le Territoire du Timor oriental; une telle démarche aurait, également, abouti à la conclusion selon laquelle la Cour ne pouvait exercer la compétence qu'elle tient de l'acceptation par le Portugal et l'Australie de la juridiction de la Cour par le jeu de l'article 36, paragraphe 2, du Statut.

Le Portugal poursuit simultanément trois objectifs: en premier lieu, la préservation du droit du peuple de Timor oriental à l'autodétermination; en second lieu, la «nullification» des obligations stipulées par l'Australie et l'Indonésie dans le traité de 1989 et en même temps la privation de l'Indonésie du bénéfice des effets juridiques du principe *pacta sunt servanda*. On se trouve dès lors face à une requête portant sur un différend relatif à des questions de droit objectif et de droit subjectif. L'examen des relations entre les propositions concernant chaque type de droit montre que les questions de droit objectif sont les motifs qui étayent la prise en compte de questions de droit subjectif; celle-ci doit être considérée comme la conclusion principale et finale de la partie demanderesse. Cette relation de cause à effet entre les conclusions de la requête rappelle d'ailleurs la distinction entre les conclusions et les fausses conclusions, telle qu'elle a été mise en lumière par la Cour dans l'affaire des *Minquiers et Ecréhous* (arrêt, *C.I.J. Recueil 1953*, p. 52).

Dans le présent litige, en demandant, en partie mais à titre principal, la «nullification» des obligations conventionnelles qu'a souscrites l'Australie vis-à-vis de l'Indonésie et ainsi en privant l'Indonésie du bénéfice des effets du principe *pacta sunt servanda*, une décision de la Cour aurait statué directement sur les droits de l'Indonésie. Une telle solution ne peut être admise en droit international sans qu'il soit nécessaire de faire intervenir au préalable une décision portant sur la licéité de l'entrée et du maintien de l'Indonésie sur le Territoire du Timor oriental.

Sur les questions de droit objectif, la Cour fait observer qu'il n'y a plus lieu de statuer sur la partie de la conclusion du Portugal qui demande que soit déclaré opposable à l'Australie le droit du peuple de Timor oriental à l'autodétermination. L'arrêt prend acte du fait que s'est résolue, en cours d'instance, la contestation dans les relations entre les deux Parties relative à ce point; mais en agissant ainsi, la Cour ne s'est-elle pas privée de l'occasion d'indiquer les précisions qu'elle enten-

tive rights? To refer without any explanation to the jurisprudence in *Monetary Gold* leaves too many questions open for it to satisfy the requirements of the good administration of justice, one of whose components is the foreseeability of legal decisions; this observation is all the more valid since the same results could have been obtained and reinforced on the basis of an actual analysis of Portugal's Application.

## II. SUBJECT-MATTER OF PORTUGAL'S APPLICATION

In my view, a scrupulous examination of the subject-matter of Portugal's Application did not oblige the Court, as a prerequisite, to adjudicate on the lawfulness of the entry into and continued presence of Indonesia in the Territory of East Timor; such an approach would also have led to the conclusion that the Court could not exercise the jurisdiction which it possesses by virtue of the acceptance by Portugal and Australia of the jurisdiction of the Court under Article 36, paragraph 2, of the Statute.

Portugal is simultaneously pursuing three objectives: first, the preservation of the right of the people of East Timor to self-determination; second, the "nullification" of the obligations stipulated by Australia and Indonesia in the 1989 Treaty and, at the same time, depriving Indonesia of the benefit of the legal effects of the principle *pacta sunt servanda*. One is therefore faced with an Application concerning a dispute relating to questions of objective rights and subjective rights. An examination of the relations between the propositions concerning each type of right shows that the questions of objective rights are the justification for matters of subjective rights being taken into account, which must be regarded as the Applicant's principal and final conclusion. Moreover, this cause and effect relationship between the submissions of the Application calls to mind the distinction between submissions and false submissions, as highlighted by the Court in the *Minquiers and Ecrehos* case (*Judgment, I.C.J. Reports 1953*, p. 52).

In the present dispute, by partly but principally requiring the "nullification" of the treaty obligations entered into by Australia vis-à-vis Indonesia and thus depriving Indonesia of the benefit of the effects of the principle *pacta sunt servanda*, a decision of the Court would have adjudicated directly upon Indonesia's rights. Such a solution cannot be accepted in international law without there being any need, as a prerequisite, for a decision relating to the lawfulness of the entry into and continued presence of Indonesia in the Territory of East Timor.

Where the questions of objective rights are concerned, the Court observes that there is no longer any reason to adjudicate on that part of Portugal's submission which calls for the right of the people of East Timor to self-determination to be declared opposable to Australia. The Judgment takes note of the fact that the dispute in the relations between the two Parties on this point has been resolved during the proceedings; but in so doing, has the Court not deprived itself of the opportunity to



dait fixer au sort de sa compétence dès lors que se posait un contentieux de droit objectif?

A l'examen, l'accord de principe intervenu entre le Portugal et l'Australie qui porte sur le droit du peuple de Timor montre, de leur part, l'acceptation d'une norme de droit international, l'expression de la *convictio juris* dont il faut dégager les conséquences de droit, tant vis-à-vis de la partie demanderesse que de la partie défenderesse. En prononçant le non-lieu, l'arrêt s'est abstenu de statuer sur une contestation toujours pendante entre les Parties: les conséquences juridiques de l'accord de principe portant sur le droit à l'autodétermination du peuple de Timor; l'arrêt aurait dû le faire en montrant la nécessité d'une décision préalable pour statuer sur cette question de droit objectif, ce qu'il ne fait pas.

Mais la Cour pouvait-elle, dans le cadre de l'interprétation qu'elle s'est donnée de la jurisprudence de l'*Or monétaire*, aller au-delà d'un simple constat par voie judiciaire d'une situation de fait dont elle ne tire pas les conséquences de droit?

A mon avis, les difficultés auxquelles devait faire face la Cour résultaient du fait que la *summa divisio* entre parties et tiers dans un acte international était délicate à établir: l'Australie représente le centre de gravité de l'ensemble. Mais est-il réaliste de considérer cet Etat comme un tiers absolu, relevant de la catégorie résiduelle extérieure au cercle des Parties: le Portugal vis-à-vis du traité de 1989 et l'Indonésie vis-à-vis de l'arrêt? Cette approche frappée au coin du réalisme révèle les limites d'une vision (abstraite et) théorique du principe de l'effet relatif des conventions et de la chose jugée.

Le réalisme, dans une affaire aussi délicate, aurait dû amener la Cour à offrir aux acteurs un cadre juridique approprié pour assurer la maîtrise des effets pervers d'un acte juridique ou d'une situation. En agissant de la sorte, la Cour ne s'occuperait pas de choisir entre les mesures pratiques que les Etats intéressés ou les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies peuvent prendre pour résoudre le problème plus général du Timor oriental. En statuant sur les conclusions afférentes aux questions du fond de la procédure, la Cour aurait pu préciser la portée de la jurisprudence de la décision préalable dans ses rapports avec les multiples facettes qui ont retenu l'attention des deux Parties litigantes et exclure les possibilités d'erreur d'interprétation de l'arrêt.

Il s'agissait d'un exercice difficile, mais auquel une solution pouvait être apportée, dans la mesure où le dispositif lui-même ne faisait pas problème. Mais en traitant de ces difficultés la Cour fixe le cadre du développement du droit international et exerce une de ses principales missions que sir Robert Jennings décrit dans les termes suivants:

«Les tribunaux *ad hoc* peuvent régler des différends spécifiques, mais la fonction de l'«organe judiciaire principal des Nations Unies» doit comprendre non seulement le règlement des différends, mais également le développement scientifique du droit international géné-

indicate in detail the fate it intended to reserve to its jurisdiction, since a dispute arose turning upon an objective right?

On examination, the agreement of principle reached between Portugal and Australia concerning the right of the people of Timor shows the acceptance, by them, of a norm of international law, the expression of *convictio juris*, whose legal consequences must be deduced, both as regards the Applicant and the Respondent. In ruling that the case should be dismissed, the Judgment has refrained from adjudicating upon a dispute between the Parties which is still pending — the legal consequences of the agreement of principle concerning the right of the people of East Timor to self-determination; the Judgment should have done this by showing the need for a prior decision in order to adjudicate upon this question of objective law, which it does not do.

But could the Court, in the context of the interpretation it has given of the jurisprudence of *Monetary Gold*, go beyond a simple acknowledgment, in legal terms, of a situation of fact, from which it does not draw the legal consequences?

In my view, the difficulties the Court had to confront resulted from the fact that it was difficult to establish the *summa divisio* between the parties and the third party in an international act: Australia is the centre of gravity of the whole case. But is it realistic to consider that State as an absolute third party, falling within the residual category exterior to the circle of the Parties: Portugal vis-à-vis the 1989 Treaty and Indonesia vis-à-vis the Judgment? This approach, bearing the hallmark of realism, reveals the limitations of an (abstract and) theoretical view of the principle of the relative effect of the conventions and of *res judicata*.

Realism in such a tricky case should have led the Court to offer the Parties involved an appropriate legal framework for holding in check the undesirable effects of a legal act or a situation. In acting thus, the Court would not be concerned with choosing between the practical measures which the interested States or the competent organs of the United Nations can take in order to solve the more general problem of East Timor. In adjudicating on the submissions relating to the fundamental questions of procedure, the Court could have spelled out the scope of the jurisprudence relating to the prior decision in its relations with the multiple facets which have attracted the attention of the two Parties in dispute and precluded the possibilities for erroneous interpretation of the Judgment.

It was a difficult exercise but one to which a solution proved possible, inasmuch as the operative part itself did not pose any problems. But in dealing with these difficulties, the Court is laying down the framework for the development of international law and performing one of its principal functions, described by Sir Robert Jennings in the following terms:

“*Ad hoc* tribunals can settle particular disputes; but the function of the established ‘principal judicial organ of the United Nations’ must include not only the settlement of disputes but also the scientific development of general international law . . . There is therefore

ral ... Il n'y a donc rien d'étrange à ce que la Cour internationale de Justice s'acquitte d'une fonction analogue pour la communauté internationale.» (Sir Robert Jennings, «The Role of the International Court of Justice in the Development of International Environmental Protection Law», *Review of European Community and International Environmental Law*, vol. 1, 1992, p. 242.)

(Signé) Raymond RANJEVA.

---

nothing strange in the ICJ fulfilling a similar function for the international community.” (Judge Sir Robert Jennings, “The Role of the International Court of Justice in the Development of International Environmental Protection Law”, *Review of European Community and International Environmental Law*, Vol. 1, 1992, p. 242.)

(Signed) Raymond RANJEVA.

---